

CONSEIL MUNICIPAL

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le vingt-quatre juin deux mille vingt-deux, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Meaux s'est réuni dans les salons d'honneur de l'Hôtel de Ville, sur une convocation en date du dix-sept juin deux mille vingt-deux, en exécution de l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. COPÉ, Maire

Mme VIELPEAU, M. ALLARD, Mme BLAY, M. BRAS, Mme MAHOUKOU, Mme PONOT-ROGER, M. TISSERAND, M. DELL'OSTE, M. ABASSI et Mme BUFFE, Adjointes au Maire,

M. PARIGI, M. LOCICIRO, Mme DIOP, M. ATTALI, M. RODRIGUES, Mme VAISSIERE, M. GUERRAUD, Mme GILEWSKI, Mme GONCALVES, M. HEMERY, Mme LEFEVRE, Mme GOSSELIN, Mme LACROIX, Mme BENAHMED, Mme GUIBEGA, M. BOURGEOIS, M. MALKIC, M. PASTOR, Mme GALAOU, Mme TORNIN, M. REZEG, M. MOUKHINE-FORTIER, Mme ROUSSEAU, M. SAVERET

M. MOURADOUDI, Mme DE KESLING, M. GOURDY, M. MARIE-LUCE, M. LELOUP, Mme HUBLET, Mme OZTURK, M. MALKIC (à partir de la délibération n°26) ont donné respectivement pouvoir à Mme BUFFE, M. TISSERAND, M. LOCICIRO, Mme PONOT-ROGER, Mme DIOP, M. HEMERY, Mme LACROIX, Mme VIELPEAU

Absents excusés : M. SISSOKO, Mme EBOUMBOU, Mme IMA,

Mme BUFFE est désignée comme secrétaire de séance.

Date de Notification	Date d’Affichage 01/07/2022	N° de délibération 22060534	Direction des Ressources Humaines
-----------------------------	---------------------------------------	--	--

Objet : Relèvement de prescription

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics,

VU le décret n°98-81 du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale,

VU le décret n° 2005-801 du 18 juillet 2005 modifiant le décret n°98-81 du 11 février 1998 modifié, modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale,

CONSIDERANT que la commune de Meaux s'est rendue compte qu'un agent, Madame DA CONCEICAO GONCALVES Gertrudes, aurait dû bénéficier du remboursement de la somme de 1 717,78 euros due au titre d'excédents de retenues (part ouvrière) identifiés dans le cadre de validations de services en 2012,

CONSIDÉRANT que Madame DA CONCEICAO GONCALVES Gertrudes n'a pas perçu cette somme,

CONSIDÉRANT que l'article 6 de la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 précise que la commune peut renoncer à opposer la prescription quadriennale, par délibération du Conseil Municipal,

OUI Mme VIELPEAU, Rapporteur en Conseil Municipal,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité,

AUTORISE la levée de la prescription quadriennale entachant le paiement d'excédents de retenues (part ouvrière) identifiés dans le cadre de validations de services au profit de Mme DA CONCEICAO GONCALVES Gertrudes au titre de l'année 2012 pour un montant de 1 717,78 euros.

PRÉCISE que la dépense sera inscrite au budget de l'exercice 2022.

Le Maire,



Jean-François COPÉ